

[Text]

Yet there are signs Petro-Can is starting to grow even before it is created by Parliament. Energy Minister, Donald Macdonald estimates Petro-Can will spend \$500 million during its first five years. Macdonald added recently he would like another \$300 million to cover Ottawa's investment in the Syncrude tar sands project. Petro-Can will also inherit Ottawa's 45 per cent interest in Panarctic Oils Ltd. And last week, Macdonald was suggesting Petro-Can might provide some of the financing for the Polar Gas pipeline project, if and when it goes ahead.

That project's costs are decidedly big league; anywhere from \$5 billion to \$9 billion in 1974 dollars.

Meantime, the corporation is also expected to pursue an active role in frontier exploration. Earlier figures suggest Petro-Can can spend about \$100 million annually on this.

This raises some very disquieting question.

Does that possible investment in a polar gas pipeline, for example, subtly weight the case in that project's favour when it goes before the National Energy Board? Does a substantial federal investment in one project give it a competitive edge over another funded by the capital markets?

Another problem area could be frontier exploration when Petro-Can will compete head-on with the private sector. The industry is worried about proposed federal regulations on exploration and development in the North and whether or not the new rules would give Petro-Can an unfair advantage.

Under the proposed rules, for example, the government—presumably through Petro-Can—could take a working interest in discoveries made by other explorers. This led J. L. Stoik, senior vice-president of Gulf Oil Canada Limited, to warn last week in Calgary that "the government could hang back, not participating in the drilling, and come in later if major field were delineated."

Many of the industry's objections about Petro-Can's role in the North are technical and may later prove ill-founded. But a distinct atmosphere of distrust is building well in advance of Petro-Can's emergence. In this context, it seems worth noting again a warning contained in the government's own background papers to an energy policy;

Sixty-six per cent of petroleum company capital needs in Canada are derived from internal sources of companies. The multinational corporations permitted their Canadian subsidiaries to retain much of their earnings in Canada to finance exploration and expansion programs. It is conceivable, given evidence of a relatively hostile climate in Canada, whether real or imagined, but spearheaded by the creation of a national petroleum corporation, that foreign shareholders of the Canadian subsidiaries may call for greater repatriation of profits on their investments. Thus the creation of a large competitive national petroleum com-

[Interpretation]

Et pourtant il y a des signes que Petro-Can commence déjà à grossir avant même d'avoir été créée par le Parlement. Le ministre de l'Énergie, Donald Macdonald, prévoit que Petro-Can dépensera 500 millions de dollars au cours des cinq premières années. M. Macdonald ajoutait récemment qu'il aimerait recevoir un autre 300 millions de dollars pour couvrir les investissements d'Ottawa dans le projet des sables bitumineux Syncrude. Petro-Can héritera également des 45 p. 100 d'intérêts qu'Ottawa détient dans *Panarctic Oil Limited* et, la semaine dernière, M. Macdonald prétendait que Petro-Can pouvait fournir une partie du financement du pipe-line *Polar Gas* si ce projet est adopté.

Les coûts de ce projet sont évidemment très élevés, de 5 à 9 milliards de dollars, en chiffre de 1974.

Dans l'intervalle, la société doit également jouer un rôle actif dans les explorations frontalières. Des chiffres récents montrent que Petro-Can peut dépenser près de 100 millions de dollars par année pour ce projet.

Ce projet donne lieu à des questions troublantes.

Cet investissement possible dans le pipe-line *Polar Gas* ferait-il pencher la balance en faveur du projet à l'Office national de l'Énergie? Est-ce qu'un investissement fédéral important dans un projet lui donne un avantage sur d'autres projets financés par des marchés de capitaux?

Il y a aussi un secteur problème, celui des explorations frontalières où Petro-Canada concurrence le secteur privé. L'industrie s'inquiète des projets de règlements fédéraux concernant l'exploration et l'expansion dans le Nord, à savoir si ces nouveaux règlements donneront ou non à Petro-Can un avantage inéquitable.

En vertu du projet de règlement, par exemple, le gouvernement, probablement par l'intermédiaire du Petro-Can, pourrait avoir des intérêts productifs dans les découvertes faites par d'autres explorateurs. C'est pourquoi M. J. L. Stoik, vice-président principal de *Gulf Oil Canada Limited* a lancé la semaine dernière cette mise en garde à Calgary que «le gouvernement pourrait attendre et ne pas participer au forage et se présenter plus tard si des gisements importants se dessinaient».

Les objections de l'industrie au rôle de Petro-Can dans le Nord sont en grande partie techniques et seront peut-être démenties plus tard. Mais il y a une atmosphère de méfiance qui précède la venue de Petro-Can. Dans ce contexte, on doit tenir compte également d'une mise en garde qui se trouve dans le document de travail du gouvernement même concernant la politique énergétique.

«Soixante-six pour cent des besoins de capitaux d'une société de pétrole au Canada proviennent de sources internes. Les sociétés multinationales ont permis à leurs filiales canadiennes de conserver une grande partie de leurs gains au Canada pour financer des programmes d'exploration et d'expansion. Il est possible qu'un climat réel ou imaginaire relativement hostile, au Canada, engendré par la création d'une société nationale de pétrole amène les actionnaires étrangers des filiales canadiennes à demander qu'on rapatrie une plus grande partie des profits de leurs investissements. Ainsi la création d'une grande société